



La coopération Sud-Sud au premier plan

Ouverture de la conférence avec le ministre de l'Agriculture Gaston Dossouhoui

Conférence technique du Programme mondial Sécurité alimentaire et renforcement de la résilience à Cotonou. Participation des partenaires politiques.

La conférence du programme mondial de SEWOH¹ Programme mondial «Sécurité alimentaire et nutritionnelle, renforcement de la résilience» au Bénin a été consacrée à la promotion des échanges et de la coopération Sud-Sud. Le ministre de l'Agriculture, Gaston Cossi Dossouhoui, a ouvert l'événement à Cotonou début novembre 2019 en compagnie de l'ambassadeur allemand Achim Tröster, de la chargée responsable pour le programme du département de la sécurité alimentaire du BMZ² Anna Friedemann et de la chargée du programme Claudia Lormann-Nsengiyumva.

Environ 80 participants sont venus des pays africains et asiatiques dans lesquelles le programme mondial opère pour discuter et diffuser des approches éprouvées dans le domaine de la nutrition et de la sécurité alimentaire pendant une semaine. Au-delà des collègues internationaux, les collègues nationaux des bureaux de projet des pays ainsi que les partenaires de mise en œuvre et les partenaires politiques ont participé pour la première fois afin de renforcer le réseau mondial.

Les participants étaient particulièrement préoccupés par la question de la disponibilité d'aliments nutritifs pendant toute l'année, mais aussi par la question de l'ancrage des interventions et de la gouvernance nutritionnelle. Les tables rondes ont réuni des représentants des ministères partenaires des programmes nationaux pour discuter de leurs succès et de leurs défis. L'approche multisectorielle nécessaire pour surmonter la faim et la malnutrition est souvent difficile à assigner au domaine d'activité d'un seul ministère. Les actions d'agriculture, de la santé et de la sécurité sociale, par exemple, doivent être mise en place conjointement par les autorités concernées. Cela nécessite notamment une bonne coordination entre les différentes unités de travail, que ce soit au niveau politique national ou local.

1 L'Initiative Spéciale UN SEUL MONDE sans faim du BMZ

2 Ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement d'Allemagne



Rencontre avec le maire de Comè lors de la visite de terrain.



Les volontaires des Groupes d'Assistance en Nutrition (GAN) font des dépistages.

Des sujets tels que le changement de comportement pour une alimentation et une hygiène saines, l'intégration de la dimension de genre, les défis du changement climatique et les méthodes d'évaluation des données d'impact des programmes étaient également à l'ordre du jour. Il est apparu clairement que les bureaux de projet des pays ont chacun développé des compétences particulières, mais sont également exposés à des défis différents. Le Mali et le Yémen, en particulier, sont en outre touchés par une situation sécuritaire précaire, qui représente une charge extraordinaire pour les populations de ces pays. En même temps, les possibilités de mise en œuvre dans les zones rurales sont très limitées. Selon un représentant gouvernemental de la délégation malienne, il n'y a guère d'autres donateurs et organisations sur le terrain que la GIZ qui soient en mesure de mettre en œuvre des activités.

Les visites sur le terrain ont donné un aperçu des conditions locales du pays. La sélection comprenait un projet multi-sectoriel du Conseil de l'alimentation et de la nutrition du Bénin en coopération avec la Banque mondiale, un centre



Visite du Comité de Surveillance Alimentaire et Nutritionnelle à Comè

de formation agricole et deux petites à moyennes entreprises agricoles soutenues par des projets GIZ. Les visites ont souligné que les mesures doivent être encore plus axées sur la prévention de la faim et de la malnutrition. La question d'un ancrage politique et structurel durable a accompagné toutes les visites sur le terrain. La mesure dans laquelle l'engagement volontaire des villageois en matière de conseil nutritionnel au niveau des ménages et le financement à long terme des projets respectifs peuvent être assurés a également été examinée.



Produit localement – alimentation saine du producteur de fruits et légumes APS.

A la fin, les participants ont reçu une formation en sécurité alimentaire, où des participants expérimentés ont pu transmettre leurs connaissances par le biais de conseils collégiaux.

Afin d'encourager les échanges au-delà de l'événement et de revenir aux projets avec des nouvelles idées, les différents composantes pays ont décidé au cours de la semaine des thèmes et mesures concrets qu'ils souhaitent aborder de manière plus intensive.

Un exemple de cela est la promotion d'échanges bilatéraux entre les composantes pays du programme mondial avec des conditions et des défis similaires. Une visite d'une délégation éthiopienne en Zambie est en cours d'organisation. Des réunions régionales avec les partenaires politiques ont déjà eu lieu et se poursuivent. Par exemple, la composante pays du Togo a récemment bénéficié d'une bonne expérience avec la combinaison d'un cours de formation sur l'agriculture sensible à l'alimentation et d'un échange d'une journée sur l'ancrage politique de ces mesures avec des représentants d'autres composantes pays francophones. Une suite est prévue pour février de l'année prochaine afin d'élargir encore les échanges Sud-Sud, de constituer des réseaux et de tirer parti du potentiel d'un programme mondial avec ses diverses perspectives sur les contextes locaux respectifs.

Publié par:
Deutsche Gesellschaft für
Internationale Zusammenarbeit (GIZ) GmbH

Sièges de la société
Bonn et Eschborn, Allemagne

Friedrich-Ebert-Allee 36 + 40
53113 Bonn, Germany
T +49 228 44 60-0
F +49 228 44 60-17 66

E info@giz.de
I www.giz.de

Nom du programme:
Programme mondial «Sécurité alimentaire et nutritionnelle,
renforcement de la résilience»

Auteurs:
Caroline Dietrich, Robin Rothweiler

Responsable:
Claudia Lormann-Nsengiyumva, GIZ
nutritionsecurity@giz.de

Design:
kipconcept gmbh, Bonn

Crédits photos:
GIZ: Franck Kaho p. 1, 2, 3; Jessika Löser p. 2 en bas; Ines Reinhard p. 3 en bas

La GIZ est responsable du contenu de cette publication.

Décembre 2019